

Situation Mensuelle de l'Etat



Octobre 2012



Synthèse	2
Faits marquants	2
Focus sur l'actualité	4
Chiffres clés	5
Solde d'exécution budgétaire	6
Dépenses	7
Dépenses du budget général par titres et catégories	7
Dépenses du budget général par missions et programmes	8
Recettes	12
Recettes fiscales du budget général	12
Recettes non fiscales du budget général	14
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours	16
Opérations des comptes spéciaux	17
Données patrimoniales	18
Tableau des flux de trésorerie	18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	19
Dette financière de l'Etat	20
Notes méthodologiques	21



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -94,6 milliards €

Le solde d'exécution budgétaire à fin octobre 2012 s'élève à -94,6 milliards € contre -99,6 milliards € à fin octobre 2011 à périmètre constant. Cette

variation est due à l'amélioration du solde des comptes spéciaux (+12,22 milliards €) compensée par la progression des dépenses (+8,6 milliards €).

Dépenses du budget général (hors R&D*) : 258,3 milliards €

Les principales dépenses du mois

✓ Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 22,4 milliards € dus principalement au programme « Charge de la dette et de la trésorerie de l'Etat » pour 15,6 milliards € (abondement au compte de commerce « Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat ») et au programme « Dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité » pour 6,5 milliards € (abondement au compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'Etat ») ;

✓ Mission **Enseignement scolaire** : 5,1 milliards € imputables essentiellement à l'Enseignement scolaire public des premier et second degrés ;

✓ Mission **Défense** : 3,7 milliards € dont 1,9 milliard € au titre du programme « Préparation et emploi des forces » et 1,3 milliard € au titre du programme « Equipement des forces » ;

✓ Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 2,6 milliards € dont 1,7 milliard € au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » ;

✓ Mission **Sécurité** : 1,4 milliard € partagé entre les programmes « Police nationale » à hauteur de 0,8 milliard € et « Gendarmerie nationale » pour 0,6 milliard €.

Les dépenses nettes à fin octobre 2012 s'élèvent à 258,3 milliards € contre 249,7 milliards € à fin octobre 2011 à périmètre constant. La progression des dépenses concerne surtout les dépenses de fonctionnement (+6,6 milliards € dont 6,5 milliards € au titre de la dotation en capital du Mécanisme européen de stabilité) et de personnel (+1,3 milliard €).

Recettes du budget général (hors R&D) : 169,2 milliards €

Les principales recettes du mois (hors R&D) :

TVA : 11,2 milliards € ;

Impôt sur le revenu : 4,3 milliards € ;

Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques : 1,1 milliard € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales : -4,4 milliards € ;

Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne : -1,3 milliard €.

Recettes fiscales (hors R&D) : 217,9 milliards €

Elles s'élevaient à 214,4 milliards € à périmètre constant à fin octobre 2011. Cette progression est essentiellement due à l'augmentation de l'impôt sur le revenu (+5,9 milliards €) et des retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux

mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes (+0,9 milliard €). L'écart constaté sur l'impôt de solidarité sur la fortune (-2 milliards €) s'explique par le décalage de l'échéance prévue initialement le 15 septembre, au 15 novembre.



Recettes non fiscales : 10,2 milliards €

Les recettes non fiscales à fin octobre 2012 s'élèvent à 10,2 milliards € contre 11,8 milliards € en 2011. Cet écart s'explique notamment par la baisse des dividendes et recettes assimilées (-2,8 milliards €) et l'absence de prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations (-1 milliard €), partiellement

compensées par la recette exceptionnelle enregistrée cette année, relative à la procédure d'attribution d'autorisations d'utilisation de fréquences dans la bande 800 MHz en France métropolitaine (1,4 milliard €) ainsi que par la recette accidentelle liée aux francs non échangés (0,5 milliard €).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -61,9 milliards €

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat s'élèvent à fin octobre 2012 à -61,9 milliards € contre -61,5 milliards € à fin octobre 2011. La baisse des prélèvements au profit des collectivités territoriales (+1 milliard €) compense la hausse de ceux au profit de l'Union européenne (-1,4 milliard €).

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -5,5 milliards €

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 7,1 milliards € et des recettes pour 27,9 milliards € (notamment dus à l'encaissement des taxes foncières au 15 octobre). Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » laisse apparaître des dépenses d'un montant de 15,9 milliards € dus au paiement des intérêts des OAT à taux fixe ainsi que des recettes de 16 milliards € (abondement du budget général). Le compte « **Participations financières de l'Etat** » enregistre 6,5 milliards € en dépenses correspondant au

versement au profit du Mécanisme européen de stabilité et 6,5 milliards € en recettes traduisant l'abondement du budget général. On note, ce mois-ci, l'alimentation en dépenses du compte « **Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » pour un montant de 2,9 milliards €. Ce montant correspond aux avances versées à l'Agence de services et de paiement (ASP) au titre des aides communautaires de la politique agricole commune (cf. focus sur l'actualité).

Au 31 octobre 2012, le solde des comptes spéciaux s'établit à -5,5 milliards € contre -17,7 milliards € en octobre 2011. Cet écart s'explique essentiellement par l'amélioration des soldes des comptes de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » (+11,1 milliards € dus en partie à un décalage calendaire en 2011) et « Prêts à des Etats étrangers » (+5,3 milliards €) suite au prêt accordé à la Grèce en 2011, en partie compensée par l'évolution du solde du compte « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » de -3,9 milliards € (remboursement en 2011 du prêt consenti au secteur automobile en 2009).

Dette financière de l'Etat au 31 octobre : 1 380 milliards €

Les flux nets positifs enregistrés, depuis le début de l'année, concernent les OAT (émissions nettes de 48,1 milliards €), les BTAN (émissions nettes de 17,8 milliards €). Les montants des BTF et des

autres emprunts ont respectivement diminué de 4,3 milliards € et de 1,4 milliard € au cours de l'exercice.



☞ Le Mécanisme européen de stabilité (MES)

Dans le contexte de la mise en place du programme d'assistance financière à la Grèce, les fortes tensions financières ont amené les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro à tenir le 7 mai 2010, un sommet où ils ont réaffirmé leur engagement à garantir la stabilité, l'unité et l'intégrité de la zone euro. Ils ont demandé à la Commission européenne de proposer l'instauration d'un mécanisme européen destiné à préserver la stabilité financière de l'Europe.

Aussi, ont été mis en place le Mécanisme européen de stabilisation financière (MESF) géré par la Commission européenne et le Fonds européen de stabilité financière (FESF) qui est une société anonyme de droit luxembourgeois, créé seulement pour une durée de 3 ans.

Néanmoins, la mise en place d'un mécanisme pérenne est apparue nécessaire. Le traité signé le 2 février 2012 a institué le **Mécanisme européen de stabilité** (MES) qui remplacera le MESF et le FESF maintenus cependant jusqu'en juin 2013.

Toutefois, la date d'entrée en vigueur du MES, prévue mi-2013 a été anticipée en 2012. Le MES est une organisation internationale soumise au droit international public. Il est constitué des 17 membres de la zone euro et siège à Luxembourg.

Il a pour but de mobiliser des ressources financières et de fournir un soutien à la stabilité de l'un de ses membres en coopération avec le FMI. Le MES

fonctionne par souscription en capital et impose un décaissement budgétaire de l'Etat vers l'organisme.

Ainsi, le mécanisme budgétaire mis en œuvre pour assurer le versement de la quote-part de la France au capital du MES est le suivant :

- abondement du budget général, mission « Engagements financiers de l'Etat », programme « Dotation en capital du MES » créé par la 1^{ère} loi de finances rectificative pour 2012 au CAS « Participations financières de l'Etat » ;
- versement au MES de la quote-part de la France en dépenses du CAS.

Le capital autorisé du MES est fixé à 700 milliards d'euros. Il se compose de parts libérées (ou capital appelé) et de parts appelables. La valeur nominale totale initiale des parts libérées s'élève à 80 milliards €. Le montant en autorisations d'engagement ouvertes correspond à la quote-part totale de la France dans le capital appelé, soit 20,3859 % de 80 milliards € et s'élève à 16,31 milliards €. La constitution du capital libéré a été échelonnée dans le temps. Le traité prévoit ainsi que le paiement de ces parts par chaque membre du MES s'effectuera en 5 versements annuels égaux.

Toutefois, afin de permettre au MES d'atteindre au plus vite sa capacité d'intervention maximale, le versement de la France couvre deux tranches de 3,26 milliards € au cours de la seule année 2012.

☞ Le programme « Avances à l'Agence de services et de paiement »

Le programme « **Avances à l'Agence de services et de paiement**, au titre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune » appartient à la mission « Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics », au sein des comptes de concours financiers.

Les avances de ce programme s'inscrivent dans le cadre particulier du mode de financement des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Les aides agricoles européennes sont versées aux agriculteurs par des organismes payeurs dédiés, puis elles font l'objet d'un remboursement par la Commission européenne. Ainsi chaque année, l'Agence de services et de paiement (ASP) est amenée

à préfinancer les aides agricoles communautaires et bénéficie à ce titre des avances du Trésor ouvertes sur ce programme.

Le compte spécial retrace, en dépenses, les avances du trésor versées, depuis le 1er avril 2009 à l'ASP chargée de la coordination en matière de financement de la PAC.

Les recettes sont constituées des remboursements en capital des avances consenties.

En octobre 2012, les premiers versements à l'ASP s'élèvent à 2,9 milliards € pour une prévision annuelle de 7,5 milliards €.

Les avances consenties au titre d'une année sont totalement remboursées au cours de l'exercice.



	Octobre	Cumul à fin octobre		Renvoi Page	
	2012	2012	2011 retraité 2011 exécuté		
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-9 645	-94 607	-99 587	-99 371	6
Dépenses du budget général (hors R et D)	41 132	258 257	249 674	249 393	6
Recettes du budget général (hors R et D)	13 702	169 159	167 814	167 749	6
Principales recettes fiscales (hors R et D)					
- IR	4 252	51 826	45 963	45 963	
- IS	-135	26 857	27 254	27 254	
- TVA	11 198	110 172	110 400	110 212	
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	17 785	-5 509	-17 727	-17 727	17
DONNEES PATRIMONIALES					
Variation de trésorerie	-14 650	-76 234			18
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	4 075	92 420			19
Dette financière de l'Etat	-3 404	1 379 981			20



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Dépenses nettes du budget général				
Dotations des pouvoirs publics	0	997	1 018	1 018
Dépenses de personnel	9 717	99 206	97 860	98 383
Dépenses de fonctionnement	11 066	45 594	39 009	38 341
Charges de la dette de l'Etat	15 593	45 733	45 807	45 807
Dépenses d'investissement	1 362	9 530	9 004	9 004
Dépenses d'intervention	3 299	56 062	56 654	56 519
Dépenses d'opérations financières	95	1 135	321	321
Total des dépenses (hors R et D) (I)	41 132	258 257	249 674	249 393
Recettes nettes du budget général				
Recettes fiscales	18 233	217 861	214 369	214 204
Recettes non fiscales	704	10 170	11 831	11 836
Prélèvements sur recettes	-5 685	-61 865	-61 488	-61 393
Fonds de concours	450	2 993	3 102	3 102
Total des recettes (hors R&D II)	13 702	169 159	167 814	167 749
Total des recettes (hors R et D, prélèvements sur recettes)	19 387	231 024	229 302	229 142
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-27 430	-89 098	-81 860	-81 644
Comptes spéciaux				
Solde des comptes d'affectation spéciale	-327	2 081	2 415	2 415
Solde des comptes de concours financiers	18 040	-7 637	-20 514	-20 514
Solde des comptes de commerce	64	-25	299	299
Solde des comptes d'opérations monétaires	8	-12	1 304	1 304
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (D)	17 785	-5 509	-17 727	-17 727
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (F = C + D + E)	-9 645	-94 607	-99 587	-99 371



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	9 717	99 206	97 860	98 383
Rémunérations d'activité	5 646	57 957	57 792	58 085
Cotisations et contributions sociales	4 002	40 610	39 220	39 446
Prestations sociales et allocations diverses	69	639	849	852
AUTRES TITRES	31 415	159 051	151 813	151 010
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	997	1 018	1 018
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	11 066	45 594	39 009	38 341
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	8 458	22 960	15 911	15 929
Subventions pour charges de service public	2 608	22 634	23 098	22 412
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	15 593	45 733	45 807	45 807
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0
Charges financières diverses	15 593	45 733	45 807	45 807
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 362	9 530	9 004	9 004
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 153	8 189	7 723	7 723
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	209	1 341	1 281	1 281
Titre 6 - Dépenses d'intervention	3 299	56 062	56 654	56 519
Transferts aux ménages	642	21 922	21 572	21 572
Transferts aux entreprises	715	8 615	9 263	9 195
Transferts aux collectivités territoriales	412	6 494	5 505	5 460
Transferts aux autres collectivités	1 519	19 018	19 855	19 833
Appels en garantie	11	13	459	459
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	95	1 135	321	321
Prêts et avances	2	166	126	126
Dotations en fonds propres	91	435	179	179
Dépenses de participations financières	2	534	16	16
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL	41 132	258 257	249 674	249 393



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2012		Cumul à fin octobre 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	153	168	2 446	2 372	2 476
Action de la France en Europe et dans le monde	112	94	1 422	1 399	1 471
Diplomatie culturelle et d'influence	19	53	705	645	660
Français à l'étranger et affaires consulaires	22	21	316	311	302
Présidence française du G20 et du G8	0	0	3	17	43
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	222	212	2 263	2 225	1 995
Administration territoriale	147	143	1 384	1 353	1 331
Vie politique, culturelle et associative	11	14	335	334	140
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	64	55	544	538	524
AGRICULTURE, PÊCHE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	128	248	3 135	3 051	3 140
Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	21	111	1 772	1 751	1 778
Forêt	6	34	326	296	320
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	36	37	415	400	429
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	65	66	622	604	613
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	25	70	1 775	2 287	2 495
Aide économique et financière au développement	3	13	422	890	942
Solidarité à l'égard des pays en développement	19	55	1 345	1 391	1 542
Développement solidaire et migrations	3	2	8	6	11
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	76	34	2 534	2 469	2 763
Liens entre la Nation et son armée	29	16	104	91	107
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant	40	11	2 329	2 299	2 559
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	7	7	101	79	97
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	49	53	487	491	453
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	31	34	279	287	256
Conseil économique, social et environnemental	0	0	37	37	38
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	19	171	167	159
CULTURE	158	302	2 215	2 075	2 188
Patrimoines	53	158	672	616	641
Création	23	62	664	636	681
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	82	82	879	823	866
DEFENSE	2 499	3 677	27 966	33 625	32 914
Environnement et prospective de la politique de défense	108	185	1 358	1 536	1 481
Préparation et emploi des forces	1 762	1 930	19 610	19 825	19 646
Soutien de la politique de la défense	280	275	2 589	2 481	2 138
Equipement des forces	349	1 287	4 409	9 783	9 649
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	89	97	964	817	765
Coordination du travail gouvernemental	50	47	458	419	394
Protection des droits et libertés	5	8	62	69	67
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	34	42	444	329	304
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES	1 063	947	9 470	8 985	9 498
Infrastructures et services de transports	504	597	4 748	4 545	4 941
Sécurité et circulation routières	6	4	35	25	26
Sécurité et affaires maritimes	5	14	129	115	105
Météorologie	50	0	202	152	195
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	32	15	284	256	229
Information géographique et cartographique	23	0	94	71	80
Prévention des risques	13	18	189	164	152
Energie, climat et après-mines	140	3	689	553	673
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	290	296	3 100	3 104	3 098



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2012		Cumul à fin octobre 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
ECONOMIE	107	131	1 261	1 248	1 339
Développement des entreprises et de l'emploi	53	77	705	697	792
Tourisme	0	1	35	33	35
Statistiques et études économiques	39	37	379	377	369
Stratégie économique et fiscale	15	16	142	141	143
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	22 405	22 408	53 060	53 060	47 075
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	15 593	15 593	45 733	45 733	45 806
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	0	3	5	5	459
Epargne	106	106	616	616	616
Majoration de rentes	183	183	183	183	194
Dotation en capital du mécanisme européen de stabilité (1)	6 523	6 523	6 523	6 523	0
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	5 102	5 085	51 739	51 912	51 351
Enseignement scolaire public du premier degré	1 523	1 521	15 279	15 275	15 109
Enseignement scolaire public du second degré	2 372	2 374	24 579	24 574	24 357
Vie de l'élève	338	332	3 354	3 326	3 199
Enseignement privé du premier et du second degrés	580	576	6 001	5 984	5 950
Soutien de la politique de l'éducation nationale	192	180	1 718	1 686	1 707
Enseignement technique agricole	97	102	808	1 067	1 029
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES	880	926	9 522	9 502	9 473
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	643	671	6 989	6 975	6 983
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	23	27	179	196	216
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	69	72	733	712	718
Facilitation et sécurisation des échanges	114	114	1 346	1 323	1 326
Entretien des bâtiments de l'Etat	20	19	142	130	87
Fonction publique	11	23	133	166	143
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	42	60	560	474	426
Immigration et asile	31	53	487	411	380
Intégration et accès à la nationalité française	11	7	73	63	46
JUSTICE	564	597	7 333	5 832	5 566
Justice judiciaire	260	244	3 535	2 368	2 240
Administration pénitentiaire	222	244	2 435	2 360	2 203
Protection judiciaire de la jeunesse	58	61	648	620	630
Accès au droit et à la justice	14	15	282	278	294
Conduite et pilotage de la politique de la justice	10	33	431	204	196
Conseil supérieur de la magistrature (1)	0	0	2	2	3
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	27	103	1 098	966	1 020
Presse	17	48	296	266	263
Livre et industries culturelles	3	47	223	222	241
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique	7	8	438	337	319
Action audiovisuelle extérieure	0	0	141	141	197
OUTRE-MER	91	85	1 811	1 737	1 643
Emploi outre-mer	21	25	1 212	1 219	1 182
Conditions de vie outre-mer	70	60	599	518	462
POLITIQUE DES TERRITOIRES	34	39	156	210	189
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	12	30	111	184	161
Interventions territoriales de l'Etat	22	9	45	26	28
POUVOIRS PUBLICS	0	0	998	998	1 018
Présidence de la République	0	0	109	109	112
Assemblée nationale	0	0	518	518	534
Sénat	0	0	324	324	328
La Chaîne parlementaire	0	0	35	35	32
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	11	11	11
Haute Cour	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2012		Cumul à fin octobre 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
PROVISIONS	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 897	2 588	24 082	22 605	22 316
Formations supérieures et recherche universitaire	1 676	1 666	12 149	12 027	11 695
Vie étudiante	118	238	2 084	1 873	1 751
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	17	447	4 930	4 245	4 121
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	0	122	1 240	1 052	1 033
Recherche spatiale	0	0	1 328	1 190	1 194
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	7	21	1 022	986	1 178
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	56	42	781	759	782
Recherche duale (civile et militaire)	0	10	178	132	188
Recherche culturelle et culture scientifique	1	26	110	88	117
Enseignement supérieur et recherche agricoles	22	16	260	253	257
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	205	323	6 303	6 204	5 717
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	191	244	3 976	3 947	3 737
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	67	738	671	631
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	14	12	1 589	1 586	1 349
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	90	112	2 343	2 259	2 235
Concours financiers aux communes et groupements de communes	49	74	641	561	553
Concours financiers aux départements	27	27	428	415	399
Concours financiers aux régions	0	0	854	854	864
Concours spécifiques et administration	14	11	420	429	419
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	7 021	7 015	74 676	74 634	69 053
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	6 125	6 124	67 847	67 813	62 232
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	896	891	6 829	6 821	6 821
SANTE	8	40	1 165	1 141	1 153
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	8	40	570	557	566
Protection maladie	0	0	595	584	587
SECURITE	1 357	1 412	14 294	14 176	13 818
Police nationale	747	783	7 573	7 610	7 408
Gendarmerie nationale	610	629	6 721	6 566	6 410
SECURITE CIVILE	61	67	319	369	332
Intervention des services opérationnels	47	55	191	217	191
Coordination des moyens de secours	14	12	128	152	141
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	100	401	11 810	11 429	10 513
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	1	1	381	381	124
Actions en faveur des familles vulnérables	16	16	193	178	187
Handicap et dépendance	9	220	9 899	9 578	9 032
Egalité entre les hommes et les femmes	2	2	15	14	15
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative	72	162	1 322	1 278	1 155



unité : million d'€	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre 2012		Cumul à fin octobre 2011 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP consommés
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	34	53	419	409	340
Sport	10	27	242	241	214
Jeunesse et vie associative	24	26	177	168	126
TRAVAIL ET EMPLOI	570	668	9 308	8 441	8 623
Accès et retour à l'emploi	434	504	4 980	4 506	4 787
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	78	91	3 666	3 259	3 188
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	6	52	67	49
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	57	67	610	609	599
VILLE ET LOGEMENT	110	222	7 007	6 889	6 841
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	72	123	1 096	975	919
Aide à l'accès au logement	14	14	5 156	5 156	5 014
Développement et amélioration de l'offre de logement	31	33	262	290	350
Politique de la ville et du Grand Paris	-7	52	493	468	558
TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL	45 167	48 143	332 519	332 892	318 727

(1) Programme crée en 2012



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Impôt sur le Revenu (A)	4 525	57 244	52 544	52 544
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	510	4 779	4 696	4 696
Impôt sur les sociétés (C)	564	41 489	40 386	40 386
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 391	10 505	11 651	11 651
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	58	519	455	455
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	406	6 003	5 056	5 056
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	1	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	1	23	6	6
Impôt de solidarité sur la fortune	382	2 138	4 176	4 176
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	0	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	4	105	83	83
Taxe sur les salaires	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	8	122	234	234
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	12	9	9
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	17	12	12
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	8	84	67	67
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	5	3	3
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle (1)	0	4	14	14
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	1	1	0	0
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	7	273	659	659
Recettes diverses	512	1 198	844	844
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (1) (E)	1 119	11 151	11 616	11 638
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	15 780	153 238	149 212	149 024
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	1 359	14 089	13 316	13 318
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	47	464	408	408
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	17	145	149	149
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	0	8	61	61
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	82	1 211	1 377	1 377
Mutations à titre gratuit par décès	736	6 287	5 604	5 604



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
Autres conventions et actes civils	37	392	305	305
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	29	296	215	215
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	6	93	88	88
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	10	122	104	104
Timbre unique	30	165	126	126
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	15	299	294	294
Autres droits et recettes accessoires	0	3	3	3
Amendes et confiscations	3	32	139	139
Taxe générale sur les activités polluantes	-49	172	151	151
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	2	24	24	24
Contribution Carbone	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	5	133	132	132
Autres droits et recettes à différents titres	0	2	2	2
Taxe sur les achats de viande	16	278	45	45
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	8	44	46	46
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	41	43	43
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	30	28	28
Taxe de l'aviation civile	22	53	51	53
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	579	804	804
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	4	26	26	26
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	149	1 580	1 661	1 661
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	71	643	657	657
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	60	360	326	326
Prélèvements sur les paris sportifs	9	91	76	76
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne	7	56	56	56
Redevance sur les paris hippiques en ligne	7	73	80	80
Taxe sur les transactions financières (2)	0	0	0	0
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010) (1)	1	21	87	87
Autres taxes	31	366	148	148
TOTAL RECETTES FISCALES (A+B+C+D+E+F+G)	25 248	292 495	283 422	283 257
TOTAL RECETTES FISCALES (hors remb. et dégrèv.)	18 233	217 861	214 369	214 204

(1) changement de libellé en 2012

(2) création en 2012



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	137	3 415	6 184	6 184
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	55	1 114	2 838	2 838
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	53	106	545	545
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	29	2 195	2 801	2 801
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
Produits de domaine de l'Etat (B)	261	2 782	1 295	1 300
Revenus du domaine public non militaire	13	184	155	155
Autres revenus du domaine public	3	91	128	128
Revenus du domaine privé	4	37	48	48
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	185	1 569	175	175
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	55	850	739	744
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	40	39	39
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0
Autres revenus du domaine	1	11	11	11
Produits de la vente de biens et de services (C)	97	918	875	875
Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	46	356	363	363
Autres frais d'assiette et de recouvrement	41	420	418	418
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	2	72	48	48
Produits de la vente de divers biens	0	0	1	1
Produits de la vente de divers services	7	57	36	36
Autres recettes diverses	1	13	9	9
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	59	405	822	822
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	54	225	388	388
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	0	1	1	1
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	0	16	17	17
Intérêts des autres prêts et avances	1	33	303	303
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	0	96	80	80
Autres avances remboursables sous conditions	1	6	5	5
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	1	14	7	7
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	2	14	21	21



	Mois	Cumul à fin octobre		
	Octobre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	36	623	450	450
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation	0	0	0	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	2	343	114	114
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	1	11	7	7
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	2	23	9	9
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	30	210	234	234
Frais de poursuite	0	34	84	84
Frais de justice et d'instance	0	0	1	1
Intérêts moratoires	1	1	0	0
Pénalités	0	1	1	1
Divers (F)	114	2 027	2 205	2 205
Reversements de Natixis	0	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	0	0	0	0
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	965	965
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	22	285	140	140
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	15	116	107	107
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	7	8	8
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	28	469	426	426
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	61	49	49
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	29	29
Frais d'inscription	2	8	4	4
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	8	8	8
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	1	3	3	3
Récupération d'indus	2	31	27	27
Recouvrements après admission en non-valeur	19	153	164	164
Divers versements des Communautés européennes	0	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	0	3	0	0
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	4	24	28	28
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	56	3	3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0
Soulte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	9	646	100	100
Produits divers	3	85	14	14
Autres produits divers	7	72	130	130
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	704	10 170	11 831	11 836



	Mois		Cumul à fin octobre	
	Octobre	2012	2011 retraité	2011 exécuté
unité : million d'€.				
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-4 425	-45 167	-46 202	-46 107
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-3 172	-34 975	-34 388	-34 388
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-11	-10	-10
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-1	-5	-29	-29
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle ⁽²⁾	0	0	-303	-303
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	-688	-3 577	-5 033	-5 033
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-110	-1 587	-1 591	-1 530
Dotations élu local	0	-65	-54	-54
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	0	-2	-33	-33
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	0	-417	-417
Dotations départementales d'équipement des collèges	-26	-329	-272	-272
Dotations régionales d'équipement scolaire	-68	-677	-551	-551
Compensation d'exonération au titre de la réduction de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéfices non commerciaux ⁽²⁾	0	0	-143	-143
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	0	0
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	0	0
Dotations globales de construction et d'équipement scolaire	0	-3	-2	-2
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	0	0	0	0
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit des dotations d'aménagement ⁽²⁾	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-276	-2 845	-2 108	-2 108
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-52	-663	-789	-789
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-1	-45	-349	-349
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement	0	0	-96	-96
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle ⁽¹⁾	-30	-380	6	0
Dotations de protection de l'environnement et d'entretiens des voiries municipales ⁽¹⁾	0	0	0	0
Dotations de compensation des produits syndicaux fiscalisés ⁽¹⁾	-1	-3	-40	0
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union Européenne	-1 260	-16 698	-15 286	-15 286
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 685	-61 865	-61 488	-61 393
Fonds de concours				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	417	2 731	2 805	2 805
Fonds de concours - coopération internationale	33	262	297	297
TOTAL FONDS DE CONCOURS	450	2 993	3 102	3 102

(1) Ligne créée en 2012 (2) Ligne supprimée en 2012



unité : million d'€.

	Mois d'octobre		Cumul à fin octobre					
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes	
			2012	2011 exécuté	2012	2011 exécuté	2012	2011 exécuté
Comptes d'affectation spéciale	11 233	10 906	54 420	44 422	56 501	46 837	2 081	2 415
Aides à l'acquisition de véhicules propres(1)	2	17	91	0	196	0	105	0
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	46	163	783	221	1 181	1 085	398	864
Développement agricole et rural	6	2	102	99	112	106	10	7
Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique	0	0	0	0	0	0	0	0
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale(1)	23	37	194	0	310	0	116	0
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage	6	1	69	0	639	623	570	623
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	34	42	292	282	488	445	196	163
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	24	0	1 052	0	1 319	936	267	936
Participation de la France au désendettement de la Grèce (1)	199	0	199	0	199	0	0	0
Participations financières de l'Etat	6 527	6 527	7 395	681	7 100	183	-295	-498
Pensions	4 366	4 117	44 208	43 039	44 677	43 243	469	204
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs	0	0	35	100	280	216	245	116
Comptes de concours financiers	10 303	28 343	78 408	85 336	70 771	64 822	-7 637	-20 514
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	2 863	0	2 848	2 970	55	72	-2 793	-2 898
Avances à l'audiovisuel public	274	294	2 742	2 685	1 522	1 406	-1 220	-1 279
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres(2)	0	0	0	360	0	176	0	-184
Avances aux collectivités territoriales	7 149	27 879	72 132	72 909	68 822	58 486	-3 310	-14 423
Avances aux organismes de sécurité sociale(1)	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts à des Etats étrangers	17	169	674	6 281	371	681	-303	-5 600
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	0	1	12	131	1	4 001	-11	3 870
Comptes de commerce	16 018	16 082	50 961	51 946	50 936	52 245	-25	299
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	69	27	642	576	582	526	-60	-50
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	16	14	129	122	128	126	-1	4
Couverture des risques financiers de l'Etat	4	4	1 102	1 831	1 102	1 831	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	36	65	458	259	486	437	28	178
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	15 889	15 959	48 477	49 009	48 591	49 171	114	162
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	4	119	0	4	0	-115	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	0	0	2	1	0	9	-2	8
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	3	9	30	33	43	44	13	11
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement(2)	0	0	0	95	0	84	0	-11
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	0	1	20	0	17	-1	-3
Renouvellement des concessions hydroélectriques(1)	0	0	1	0	0	0	-1	0
Comptes d'opérations monétaires	188	196	1 870	2 505	1 858	3 809	-12	1 304
Emission des monnaies métalliques	7	3	135	107	191	194	56	87
Opérations avec le Fonds Monétaire International	181	181	1 722	2 367	1 638	3 598	-84	1 231
Pertes et bénéfices de change	0	12	13	31	29	17	16	-14
TOTAL COMPTES SPECIAUX	37 742	55 527	185 659	184 209	180 066	167 713	-5 593	-16 496
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	37 561	55 346	183 937	181 842	178 428	164 115	-5 509	-17 727

(1) mission créée en 2012

(2) mission supprimée en 2012



unité : million d'€.

Trésorerie au 1^{er} janvier 2012	-57 855
Variation de trésorerie	-18 379
Solde au 31 octobre 2012	-76 234



Unité : million d'€		Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin octobre 2012
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes d'assurance et de réassurance	186	190	376
	Organismes à caractère financier			
	Caisse des Dépôts et Consignations	10	0	10
	La Poste	1	0	1
	Autres organismes à caractère financier	138	100	238
	CEPL			
	Régions	1 297	-558	739
	Départements	5 082	-2 828	2 254
	Communes	18 123	-450	17 673
	Hôpitaux	3 221	157	3 378
	HLM	205	111	316
	Autres CEPL	16 804	254	17 058
	Etablissements publics nationaux			
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	7 879	2 245	10 124
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	1 702	521	2 223
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	1 471	1 977	3 448
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	523	188	711
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger	14 054	474	14 528	
Communautés européennes	877	81	958	
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
Fonds et Fondations	74	14	88	
GIP	338	79	417	
EPL	1 904	212	2 116	
Autres correspondants	6 056	4 619	10 675	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	2	-2	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	90	-90	0	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	2 086	-288	1 798
	Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme	4 032	-740	3 292
	Intérêts courus sur comptes à terme	26	-26	0
Total Passif (A)		86 179	6 240	92 421
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		1	0	1
Découverts des correspondants du Trésor		2	-2	0
Total Actif (B)		2	-2	1
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS (A-B)		86 176	6 242	92 420



	Solde au 31/12/2011	Flux nets de l'année	Solde à fin octobre 2012
unité : million d'€.			
Dettes négociables (A)	1 312 979	61 625	1 374 604
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	887 885	48 097	935 982
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	730 502	46 850	777 352
- <i>taux variable</i>	138 497	3 056	141 553
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	247 298	17 836	265 134
<i>dont</i> - <i>taux fixe</i>	238 743	16 898	255 641
- <i>taux variable</i>	8 366	916	9 282
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	177 796	-4 308	173 488
Autres titres négociables	0	0	0
Dettes non négociables (B)	238	-2	236
Dettes exigibles	238	-2	236
- OAT	0	0	0
- BTAN	0	0	0
- BTF	0	0	0
- autres titres non négociables	238	-2	236
Autres emprunts (C)	6 551	-1 410	5 141
TOTAL (A+B+C)	1 319 768	60 213	1 379 981



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « exécutés » 2011 correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « retraités » 2011 correspondent aux données exécutées corrigées des changements de périmètre liés à la loi de finances pour 2012.

Autorisation d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

Crédit de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission.

Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R & D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante (période complémentaire limitée à 20 jours par la loi organique relative aux lois de finances).

Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.